

Ángel Carballeira  
33 rue du Dr Soubise  
92260 Fontenay- aux- Roses  
Mail : angel.carballeira@ic2000.fr

à  
Monsieur Jean-Luc MOUDENC - Maire de Toulouse  
Madame Garance THOUZELLIER - **Responsable du pôle Cérémonies**  
Mairie de Toulouse

Fontenay- aux-Roses le 21 novembre 2024

Madame, Monsieur,

*L'association 24 août 1944-La Nueve* de Paris vient de me transmettre une invitation pour participer à Toulouse, le 30 novembre 2024, au « *dévoilement de plaque en hommage aux espagnols engagés dans la lutte armée à Toulouse dès août 1942* ». Cela ne m'a guère étonné puisque mes parents étaient des réfugiés politiques espagnols de 1939 et que j'ai vécu une longue période de ma vie à Toulouse. Je suis resté toulousain de cœur ... et d'accent.

Par ailleurs, comme depuis ma retraite professionnelle j'ai repris mes recherches en Histoire en consultant les archives, je suis particulièrement attentif à tout ce qui concerne cet exil et ses à-côtés. Voici mes réflexions sur cette annonce :

**Une première remarque.** La formulation (*.. engagés dans la lutte armée à Toulouse dès août 1942*), me semble bien restrictive. En effet les Républicains espagnols engagés dans le combat antifasciste avant août 1942 ne feraient-ils pas partie de l'hommage ? Je pense en particulier à Francisco Ponzán et son groupe de passeurs qui ont commencé « leur » résistance dès 1939. Incise : Francisco Ponzán et sa sœur Pilar étaient des amis intimes de mon père (d'ailleurs Francisco et mon père avaient partagé *un séjour* au Camp du Vernet d'Ariège). J'ai connu, dans ma jeunesse, nombre de passeurs de ce groupe, notamment Antonio Nacenta (*el Rubio*) père d'Emilienne Poumirol, aujourd'hui sénatrice de la Haute-Garonne.

**Deuxième remarque.** La précision ... *dès août 1942...*, m'intrigue. Pourquoi autant d'exactitude dans la date ? Y aurait-il une date qui marquerait *avant* et

*après ? S'agit-il de catégoriser précisément « des » Espagnols, alors même qu'on ne précise même pas que ce sont des Républicains ? Ne serait-il pas moins étroitement « nationaliste » d'indiquer que c'est la 35<sup>e</sup> Brigade MOI (Mendel Langer) qui a initié la résistance armée à Toulouse ? Et qu'elle était composée en majorité de Polonais et Juifs d'Europe centrale, aux côtés desquels combattaient des Républicains espagnols, bien sûr...*

Pourquoi cette précision calendaire quand on sait que la plupart des Républicains espagnols engagés dans le combat antinazi l'ont fait dans une myriade de groupes comme les Francs-Tireurs et partisans (FTP-MOI à Toulouse par exemple), Armée Secrète, Mouvement Unifié de Résistance, réseaux anglais comme *Robur* ou encore, pour Toulouse, *Libérer et Fédérer* (Cf. Musée de la Résistance de Toulouse), etc. Remarquons, en passant, que « dès » avril 1940 il y avait aussi bon nombre de Républicains espagnols dans la 13<sup>e</sup> Demi-Brigade de la Légion Étrangère à la bataille de Narvik en Norvège.

**Troisième remarque.** La référence à une date (supposée discriminante) fait inévitablement penser à la polémique, née à Cahors lors de l'inauguration de la *Place des Républicains Espagnols*, en 2011. En effet, si cette formulation a été unanimement applaudie, en revanche une deuxième plaque subrepticement accolée à la précédente avec le logo d'une association, précisant *En hommage aux Guérilleros Espagnols-FFI et autres combattants de la liberté, morts pour la France*, l'était beaucoup moins. Pourquoi ? Si *Guérilleros Espagnols* sonne bien pour des oreilles françaises, en revanche pour beaucoup de réfugiés politiques *Guérilleros Espagnols* est un groupement né pendant la résistance aux Allemands qui était sous le contrôle total des communistes staliniens du PCE (*Partido Comunista de España*) et du PSU de C (*Partit Socialista Unificat de Catalunya*) qui, grâce à l'appui du PCF, avaient des ambitions hégémoniques sur l'exil républicain espagnol. S'en est suivie une césure quasi-totale entre l'ensemble de l'exil républicain et ces deux partis inféodés au Komintern. Remarquons de surcroît que les *Guérilleros* (avec un G majuscule) n'ont eu aucune activité identifiable dans le Quercy. À ce sujet, on peut consulter l'ouvrage de Pierre Bertaux - ancien résistant, Compagnon de la Libération, Chef de Cabinet de Jean Zay et Commissaire de la République à la Libération de Toulouse - ou encore les travaux de Geneviève Dreyfus-Armand et de Pierre Laborie (hélas décédé) historiens reconnus, références incontestées sur le sujet et ... cadurciens comme moi. Ils ont mené un travail de fond qu'il faut saluer et qui, aujourd'hui encore, semble toujours nécessaire.

Parallèlement il me semble impossible de passer sous silence les exactions qui se sont produites dans la période trouble de la Libération de la région toulousaine.

Parlons d'abord de l'assassinat de Auxiliano Benito Pérez, ancien résistant en France (Mouvement *Libérer et Fédérer*), membre du PSOE en exil (*Partido Socialista Obrero Español*) et secrétaire des *Juventudes socialistas*. Cet assassinat a été perpétré le 21 octobre 1944 à Toulouse par un membre de *la Unión Nacional Española* qui coiffait *les Guérilleros*. Grâce à Enrique Tapia (père et fils) et José Martinez Cobo, nous avons pu récupérer les photographies de ses obsèques à Toulouse. Obsèques imposantes, puisqu'elles ont regroupé 6 000 personnes parties en cortège depuis la Bourse du travail jusqu'au cimetière. Des mouvements exilés seuls étaient absents à la cérémonie les représentants du PCE et du PSU de C, fallait-il le préciser ? Il faut remarquer et souligner que cet assassinat a eu lieu deux mois après la libération de la ville...

Le deuxième épisode dont je veux parler est encore plus détestable. Il s'est produit dans le hameau de Lacazasse, proche du village de Castelnau-Durban dans le département de l'Ariège, le 15 juillet 1944, c'est-à-dire cinq semaines avant la libération du département. Ricardo Roy, le père de famille, ancien capitaine dans les armées de la République espagnole pendant la Guerre civile, réfugié et journalier à Castelnau-Durban ne voulait pas rejoindre la UNE : c'était « un traître » qu'il convenait donc de « *neutraliser* ». Le 15 juillet 1944, à l'occasion de la naissance de la petite Isabelle, la famille était réunie avec quelques amis pour célébrer l'événement, en l'absence de Ricardo Roy lui-même. Au cours de la soirée deux individus, manifestement connus par la famille, se sont invités. Ils vont assassiner, froidement et méthodiquement, sept personnes dont les deux enfants Isabelle et Prosperitat. Comme les barbares, ils mettront le feu à la maison avant de s'enfuir.

J'ai mené des recherches sur cet événement qui par son côté sauvage ressemble étrangement à la tuerie d'Auriol (même nombre de victimes, massacre impitoyable d'enfants, etc.) perpétrée en juillet 1981 par des nervis du SAC. Il m'a semblé nécessaire de porter à la connaissance d'un public non averti cet événement tragique pour illustrer par des faits concrets les « différends » qui ont divisé l'exil espagnol. Ce n'étaient pas des querelles picrocholines mais bien un affrontement entre des visions totalitaires et antitotalitaires du monde. À l'époque Albert Camus s'était engagé, de manière on ne peut plus claire, dans ces confrontations. Il a été l'un des rares intellectuels avec David Rousset, Raymond Aron et André Gide, à avoir fait ce choix éthique.

Faisons un peu d'histoire.

De passage à Toulouse en 2021 j'avais appris incidemment que, certainement en profitant de l'ignorance et de la bonne volonté de la représentation régionale, l'*Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France - FFI* entendait s'arroger le titre de référent suprême des Espagnols dans la Résistance. Cette prétention de prépotence m'avait indigné et j'avais produit un petit fascicule d'une quarantaine de pages que j'avais largement diffusé dans différents secteurs de la vie socio-historico-politique de la région Midi-Pyrénées. Ce fascicule intitulé *On n'écrit pas l'Histoire avec une gomme* reprenait les premiers résultats très documentés de mon enquête sur la tuerie de Lacazasse. Si cette information n'a pas provoqué la prise de conscience espérée en revanche elle m'a permis d'établir des liens avec André Balent, historien et spécialiste du Maquis de la Crouzette. Ce contact, très fructueux, a permis d'une part de contextualiser l'« événement » et d'autre part de consolider les recherches d'André Balent (et les miennes) dont les résultats ont été portés à la connaissance du public à travers leur publication dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier et du Mouvement social* dit « *le Maitron* ». La poursuite de mes investigations m'a permis de renseigner quasi en totalité cette tuerie. J'ai publié dans le N°15 (juillet 2021) des *Cahiers du CTDEE* un dossier complet intitulé *La véritable Justice ce n'est pas la vengeance mais la mémoire*.

La lecture de l'ouvrage de l'historien anglo-américain David Wingeate Pike – *Jours de gloire, Jours de honte, le Parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939, jusqu'à son départ en 1950*, (pour l'exil espagnol il a été ce qu'a été Robert Paxton pour la France de Vichy) contextualise parfaitement le sujet : *Pas moins de 200 assassinats environ de réfugiés espagnols (libertaires, socialistes, poumistes, républicains et même communistes) sont attribués aux Guérilleros de la UNE entre juillet et novembre 1944 dans le Midi*.

Nous en sommes là. Je constate que malgré les éléments apportés étayés par des faits incontournables, l'aphasie du monde politique est quasi-totale. Pour paraphraser Pascal on peut dire que *La Politique a des raisons que l'Histoire ne connaît pas*.

Pour terminer je voudrais citer ce que nous avançons déjà mes camarades et moi dans le livre collectif *Une histoire d'imposture...* : « ...nous n'entendons pas stigmatiser tous les militants communistes de l'époque, même s'ils ont eu tort de croire un peu religieusement, en la patrie du socialisme scientifique et en son guide suprême. (..) En revanche, il nous incombe de questionner, au moins pour

*l'histoire, affirmations, pratiques et dérives totalitaires, souvent peu glorieuses(...)*

Ce qui me paraît particulièrement affligeant aujourd'hui, c'est la persistance du déni, en 2024, d'actes qui ne méritent que le mépris. Certains ont cru qu'en reconnaissant, même si c'était bien tardif, les crimes humains et intellectuels commis par Staline cela les innocentait définitivement de tous les « péchés » commis sous « son règne ». Et bien non!

Pour me consoler, comme Guillaume d'Orange, je continue à penser qu'*il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer.*

Bien à vous.

Ángel Carballeira

## Pièces jointes

- *On n'écrit pas l'Histoire avec une gomme* diffusé en février 2021. Brochure, 40 pages.
- *Une Histoire d'imposture, les habits neufs du stalinisme.* Ed. Recherche et Documentation d'Histoire Contemporaine (ReHiC) - 319 pages, Paris 2012.
- *Les Cahiers du CTDEE* N°15, juillet 2021 - 75 pages.  
*La véritable Justice, ce n'est pas la vengeance mais la mémoire.*  
*p.29 à p.59.*

## Post-scriptum

PS 1 : Pour éviter que leur mémoire ne tombe définitivement dans les poubelles de l'histoire, je me sens dans l'obligation morale de rappeler les noms des victimes de la tuerie de Lacazasse :

- Isabelle Roy - elle avait 7 jours le jour de son assassinat. Elle était née à Castenau-Durban en juillet 1944.
- Prosperitat Roy i Tomás - elle avait 6 ans et 10 mois le jour de son assassinat. Elle était née à Manresa et scolarisée à Castelnau-Durban.
- Palmira Tomás i Pérez - elle avait 28 ans le jour de son assassinat. C'est la mère des deux fillettes et l'épouse de Ricardo Roy.
- José García Narváez - il avait 46 ans le jour de son assassinat.
- Evaristo Soler Crivillé - il avait 57 ans le jour de son assassinat.
- Rosario Pérez Rodríguez - elle avait 49 ans le jour de son assassinat. C'est la grand-mère des deux fillettes.
- Gracia (je n'ai pas réussi à connaître son prénom). Certainement le compagnon de Rosario Pérez qui, en Espagne, était veuve.

PS 2 : les actes de décès des 7 victimes ne figurent ni dans les registres de la mairie de Castelnau-Durban ni dans ceux de La Bastide-de-Sérou où habitait Evaristo Soler Crivillé. Néanmoins, pour ce dernier, une note marginale indique qu'il a été déclaré mort suite à un jugement du tribunal de Foix daté du 9 septembre 1954. Les victimes du massacre seraient-elles enterrées dans une fosse commune ?

PS 3 : l'enterrement des victimes n'a bien sûr donné lieu à aucune cérémonie. Aucun hommage public ne leur a été rendu. L'UNE ne l'a jamais dénoncé. Les thuriféraires continuent à se taire...

Mais comme dit Victor Hugo « *L'œil était dans la tombe et regardait Caïn* ».

## Copies pour information :

Association du 24 août 1944 - La nueve  
Centre Toulousain de Documentation sur l'exil Espagnol  
Musée Départemental de la Résistance & de la Déportation  
Association Présence de Manuel Azaña  
Mairie de Castelnau-Durban  
Mairie de Cahors  
Monsieur André Balent  
Madame Geneviève Dreyfus-Armand  
Monsieur José Martinez Cobo  
Madame Emilienne Poumirol  
Monsieur Enrique Tapia  
La Dépêche du midi